

bon usage et surtout aux bonnes relations qui doivent prévaloir entre ces pays et la Suisse.

En ce qui concerne la naissance des démocraties, elle est toujours douloureuse, l'adolescence également. Je voudrais cependant mettre en garde, étant peut-être l'un des seuls à pouvoir le dire dans cette assemblée, les autres hésiteront à le faire, c'est que le militantisme féministe exacerbé est une arme avec laquelle il faut faire attention. Vous risquez, c'est un bon moyen, d'user les bonnes dispositions qu'ont les mâles ici présents à votre égard, Mesdames. Je vous le dis, car j'adore les femmes, je suis comme Sacha Guitry, je suis tout contre elles! Alors, voyez-vous, je n'aimerais pas que votre prestige aille en diminuant. C'est une mauvaise façon que de «maquer» les dames dans chaque sujet à la tribune et d'essayer de les infiltrer, d'une façon ou d'une autre, dans l'exercice politique. La condition féminine mérite d'être soutenue, mais attention aux exagérations. On risque alors de passer de l'autre côté du cheval, ce serait dommage. (*Hilarité*)

M. **Felber**, conseiller fédéral: Permettez-moi de vous proposer, très brièvement, au nom du Conseil fédéral, de rejeter la proposition faite par Mme Haller.

Cette proposition qui vise à fixer une limite idéale à l'intérieur d'un arrêté général qui plaide en faveur d'une très grande souplesse pourrait nous entraîner à inscrire toute une série d'autres conditions qui rendraient quelquefois inopérants les moyens dont nous disposons. Il est certain, je le répète, cela a été dit dans le message et souligné par les rapporteurs de la commission, que le respect des droits de l'homme et des minorités est l'une des conditions que nous posons. Je rappelle que ces conditions sont posées non seulement par la Suisse mais par les vingt-quatre pays du G-24. Il serait parfois difficile de voir ce G-24 décider que tel pays d'Europe centrale peut bénéficier maintenant de l'aide et que nous, Suisses, nous disions n'en être pas tout à fait sûrs. Je crois que, même si nous demeurons libres, nous devons être associés à l'effort collectif. Je peux vous assurer que le G-24 analyse très exactement la situation et qu'il n'a pas encore introduit la Roumanie, par exemple, dans le groupe des pays bénéficiaires. C'est un élément fondamental.

Enfin, tous ces pays, les uns après les autres, sont candidats puis membres du Conseil de l'Europe. En adhérant à cet organisme, ils ratifient la Convention européenne des droits de l'homme et s'engagent. Il est vrai que c'est à partir de là, c'est au Conseil de l'Europe lui-même à exiger d'eux qu'ils respectent cet instrument qu'ils ont ratifié.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de ne pas inscrire une condition particulière dans l'arrêté mais de tenir compte des engagements qui ont été pris dans le message lui-même auquel nous nous tiendrons.

En ce qui concerne la proposition de M. Pini, le domaine qu'il veut mettre en évidence est précisément l'un de ceux que nous avons maintenant retenus pour le nouveau crédit de programme, à savoir l'appui et l'aide sociale, l'aide à la santé publique et à la réorganisation hospitalière.

Nous vous proposons donc de rejeter également cet amendement.

Frau **Haller**: Ich möchte mich zuerst an Herrn Rohrbasser wenden: Wenn wir ihm so Angst machen, dann möchte ich ihm einfach empfehlen, gelegentlich das Gespräch mit einigen Kolleginnen und Kollegen zu suchen, und dann wird diese Angst vielleicht ein bisschen kleiner.

Ich sehe eine gewisse Logik darin, dass der Bundesrat nicht bestimmte Bedingungen aufgeführt haben möchte und andere nicht. Ich teile allerdings die Ausführungen der Berichtstatter nicht, dass alle Bedingungen, die geltend gemacht und genannt wurden, vom gleichen Stellenwert seien. Ich bin überzeugt, dass die Menschenrechtsbedingung einen besonderen Stellenwert hat.

Ich ziehe meinen Antrag deshalb zurück, weil ich von Herrn Bundesrat Felber auch gehört habe, dass nicht nur einfach formal geprüft wird, ob Bedingungen im Zusammenhang mit

Menschenrechten erfüllt sind, sondern dass eben auch im Gespräch auf diesen Prozess eingewirkt wird. Deshalb ziehe ich meinen Antrag zurück.

**Präsident:** Frau Haller hat ihren Antrag zurückgezogen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Pini	Minderheit

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Pini*

.... verwendet werden:

a. nichtrückzahlbare Zuschüsse, vor allem für den Sozial- und Gesundheitsbereich und die Spitalmedizin;  
....

**Art. 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Pini*

Les moyens .... notamment:

a. à des contributions non remboursables destinées en priorité aux domaines social, de la santé et de la médecine hospitalière;  
....

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission*

(Siehe Entscheid zu Art. 1)

*Adopté selon la proposition de la commission*

(Voir décision à l'art. 1)

**Art. 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

141 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

91.050

## Voranschlag der Eidgenossenschaft 1992

### Budget de la Confédération 1992

*Differenzen – Divergences*

Siehe Seite 2355 hiavor – Voir page 2355 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 12. Dezember 1991

Décision du Conseil des Etats du 12 décembre 1991

### Finanzrechnung – Compte financier

705 Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit

*Antrag der Kommission*

3600.107 Nationales Informations- und Reservationssystem  
«Swissline»  
Festhalten

*Antrag Hari*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

705 Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail  
Proposition de la commission

3600.107 Système national d'information et de réservation  
«Swissline»  
Maintenir

*Proposition Hari*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Jaeger**, Berichterstatter: Ich gebe Ihnen die Entscheidungen des Ständerates bekannt.

Der Ständerat ist zur Position «Investitionshilfe für Berggebiete» auf unseren Kompromissvorschlag eingetreten und hat diesem diskussionslos zugestimmt.

Damit verbleibt noch eine letzte Differenz zur Position 3600.107 «Swissline». Auch dort hat der Ständerat einen kleinen Fortschritt gemacht – ich würde sogar sagen: einen deutlichen Fortschritt. Im Gegensatz zu gestern hat er nicht mehr mit 25 zu 6, sondern nur noch mit 19 zu 14 Stimmen an diesem Betrag festhalten wollen.

Ihre Kommission hat heute morgen mit 13 zu 1 Stimmen beschlossen, Ihnen vorzuschlagen, an unserem Kürzungs- bzw. Streichungsantrag festzuhalten. Ich möchte das nicht mehr lange begründen, ich möchte nur sagen, dass Ihre Kommission nicht pingelig, nicht kleinkariert sein möchte; wir wissen, es geht «nur» um 3,5 Millionen Franken, aber Ihre Kommission ist überzeugt, dass es zugleich um ein Prinzip geht, um einen Grundsatz: darum, dass der, der am meisten, am längsten, am unermüdlichsten lobbyiert, am Schluss doch noch die Siegespalme davonträgt; wir wollen nicht länger auf die Hintergründe dieser Sache eingehen.

Wir beantragen Ihnen, der Kommission, deren Entscheid klar ausfiel, zuzustimmen und den Kürzungs- bzw. Streichungsantrag anzunehmen.

**M. Darbellay**, rapporteur: Effectivement, le Conseil des Etats nous renvoie le budget avec une divergence encore, celle sur la «Swissline». Comme vient de vous le dire le président de la commission, l'argumentation est connue. Elle a été développée hier assez largement. Nous remarquons simplement que le Conseil des Etats avait décidé d'abord par 25 voix contre 6, puis par 19 voix contre 14 de maintenir. La commission du Conseil national a décidé par 13 voix contre une de maintenir sa position et, au nom de la commission, je vous invite à en faire de même.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	84 Stimmen
Für den Antrag Hari	41 Stimmen

**Bundesbeschluss I über den Voranschlag für das Jahr 1992**

**Arrêté fédéral I concernant le budget pour l'année 1992**

**Art. 1 Abs. 1**

*Antrag der Kommission*  
Festhalten

**Art. 1 al. 1**

*Proposition de la commission*  
Maintenir

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

90.225

**Parlamentarische Initiative  
(Hubacher)  
Rüstungsreferendum**

**Initiative parlementaire  
(Hubacher)  
Référéndum en matière d'armement**

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

*Wortlaut der Initiative vom 8. Februar 1990*

Artikel 89 Absatz 2 der Bundesverfassung wird wie folgt ergänzt:

*Abs. 2*

Bundesgesetze, allgemeinverbindliche Bundesbeschlüsse und einfache Bundesbeschlüsse, die Verpflichtungskredite über die Beschaffung von Kriegsmaterial, über militärische Bauten, über Landerwerbe oder über Forschungs-, Entwicklungs- und Versuchsprogramme des Eidgenössischen Militärdepartements beinhalten, sind dem Volke zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen, wenn es von 50 000 stimmberechtigten Schweizer Bürgern oder von acht Kantonen verlangt wird.

*Texte de l'initiative du 8 février 1990*

L'article 89, 2e alinéa, de la Constitution fédérale, est modifié comme il suit:

*Al. 2*

Les lois fédérales, les arrêtés fédéraux de portée générale et les arrêtés fédéraux simples prévoyant des crédits d'engagement pour l'acquisition de matériel de guerre, les constructions militaires, l'acquisition de terrains ou pour les programmes de recherche, de développement ou d'essais du Département militaire fédéral doivent être soumis à l'adoption ou au rejet du peuple lorsque la demande en est faite par 50 000 citoyens actifs ou par huit cantons.

Herr **Blocher** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

*Begründung des Initianten*

Das Anliegen, das ich mit der parlamentarischen Initiative vortrage, war schon Inhalt einer Volksinitiative. 1987 ist darüber abgestimmt worden, und es gab eine überraschend hohe Zahl von 40,6 Prozent Jastimmen. Ich möchte diese Abstimmung in den Zusammenhang mit dem gesellschaftlichen Wandel in der Beziehung zur Armee, zur Landesverteidigung und zur Sicherheitspolitik stellen. Ich erinnere an Rothen-thurm, «Schweiz ohne Armee» und die neue Initiative «Neuchel-Anschwilen, 40 Waffenplätze sind genug».

Schon 1987 haben wir darauf hingewiesen, dass die Rüstungsausgaben vor das Volk zu bringen sind, was seinerzeit, 1954, auch vom Bundesrat befürwortet wurde. Das ist insofern bezeichnend, weil der Bundesrat nach dem Ausscheiden des SP-Bundesrates Max Weber 1953 eine rein bürgerliche Regierung war. Der Bundesrat hat damals in einer Botschaft über den Stellenwert von Finanzbeschlüssen im allgemeinen Rahmen des Bundeshaushaltes folgende Meinung vertreten: «Daneben und besonders in unsicheren Zeiten und unter ausserordentlichen Verhältnissen sind Finanzbeschlüsse von grosser politischer und finanzieller Tragweite zu fassen. Wir erinnern vorab an das Rüstungsprogramm. Hier hat die Einführung des Finanzreferendums ihren guten Sinn, wird damit doch die Verantwortung für Vorlagen, welche den Finanzbedarf des Staates nachhaltig beeinflussen, dem Volk übertragen.» Der Bundesrat hat also eigentlich über den Weg des Finanzreferendums das Mitspracherecht des Volkes über Rüstungsausgaben befürwortet; dies 1954 in einer etwas hektischen Zeit, als Stichwort Koreakrieg.

## **Voranschlag der Eidgenossenschaft 1992**

### **Budget de la Confédération 1992**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.050
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2398-2399
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 697

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.